



Éducation

365 143

enfants ont
bénéficié d'actions
de réussite éducative
depuis 2005.

Deux grandes ambitions animent le volet Éducation de la politique de la ville: la prévention précoce des difficultés des enfants (Réussite éducative) et l'excellence chez les élèves des zones prioritaires (dynamique Espoir Banlieues).

Créé en 2005 par le plan de Cohésion sociale, le programme de réussite éducative (PRE) a inversé la logique de l'accompagnement social classique. Visant un public large, les 2-16 ans des zones urbaines sensibles, les PRE entendent soutenir les enfants en difficulté en pesant sur tous les facteurs qui freinent leur réussite scolaire et éducative. Ces dispositifs s'appuient en effet sur le repérage des difficultés des enfants par les professionnels, ce qui donne alors lieu à l'élaboration de parcours personnalisés et individualisés, en accord avec leur famille. Les thématiques abordées au sein des PRE touche un large spectre, de l'accompagnement scolaire revisité (ateliers utilisant la pédagogie du détour à Gennevilliers, temps périscolaires alliant jeux et études à Nanterre), en passant par la collaboration de clubs de foot pour un encadrement sportif de qualité ou l'ouverture d'une maison de santé à Nevers, ou encore, le soutien à la parentalité ou l'intégration des primo-arrivants à Nantes. Partenaire, la démarche autour des enfants bénéficiaires inclut désormais de plus en plus de services sociaux et quelques CAF. Elle est aujourd'hui portée par quelques 10000 professionnels.

Depuis 2008, la dynamique Espoir Banlieues prolonge l'impulsion des places réservées en internats de réussite éducative aux jeunes dont les conditions de logement représentent un handicap dans leur réussite scolaire. Si des places

sont d'ores et déjà réservées dans des internats pré existants, à Sourdun a été inauguré le premier internat d'excellence, qui devrait être suivi par une dizaine de structures en 2010: en cinq ans, au total, 4000 places doivent être ouvertes. Le plan développe également les partenariats d'excellence, pour favoriser l'accès de lycéens de quartiers aux classes préparatoires (Cordées de la réussite à Cergy-Pontoise). Il décline l'accompagnement éducatif dans

les écoles prioritaires et soutient l'expérimentation du «busing» d'élèves de CM1-CM2 pendant trois ans (Vaux-en-Velin, Courcouronnes). Par ailleurs, sur 250 millions du grand emprunt, 50 millions d'euros devraient être dédiés au financement de 25000 places supplémentaires en internat d'excellence.

Interview CERGY-PONTOISE



Chantal Dardelet, animatrice du groupe Ouverture sociale de la Conférence des Grandes Ecoles et responsable du programme « Une grande école : pourquoi pas moi ? » de l'ESSEC

Quelle est l'origine des « Cordées de la réussite » ?

En 2002, grâce au soutien de la politique de la ville, nous avons développé un programme de tutorat entre des lycéens et des étudiants de l'ESSEC intitulé « Une grande école, pourquoi pas moi ? ». Nous avons débuté avec 4, 6, puis 8 lycées de quartiers sensibles de Cergy-Pontoise, Argenteuil et Garges-lès-Gonesses. Depuis 2008, nous avons inclus des collèges dans ce qui est devenu une véritable « cordée de la réussite », telle que la politique publique l'encadre aujourd'hui. Depuis les émeutes de 2005, le dispositif a pris de l'ampleur et on compte près de 50 cordées aujourd'hui.

Quel en est l'objectif ?

Consciente du rôle qu'elle pouvait jouer dans l'accès à l'éducation, l'ESSEC entend peser sur le manque de diversité sociale de ses étudiants. Il s'agit d'accompagner des lycéens, puis des collégiens, dans l'acquisition des compétences qui leur font défaut, à raison de trois heures par semaine au sein de l'ESSEC, d'ateliers d'expression pendant les vacances, de rencontres au sein d'entreprises, de sorties culturelles, etc.

Quel en est le résultat ?

Les jeunes retrouvent la capacité de se projeter dans l'avenir et une certaine confiance en eux. Ils aiguisent leur esprit critique, augmentent leur bagage culturel et maîtrisent les codes sociaux qui leur manquent. A ce jour, nous accompagnons 177 jeunes. Sur nos 15 promotions, aucun n'a décroché, aucun n'est sorti de l'enseignement supérieur sans diplôme, 95 % d'entre eux visent le bac+5.



Courcouronnes

Stéphane Beudet, maire de Courcouronnes

« Les trois-quart de la population de Courcouronnes vivent dans une zone politique de la ville : c'est une ville-laboratoire, nous avons donc l'obligation de ne rien nous interdire » clame Stéphane Beudet, maire de Courcouronnes, qui apprécie le partenariat de qualité entre sa ville et l'Education nationale. Une collaboration bâtie sur le temps et une connaissance intime du territoire : « J'ai l'âge de ma ville, j'ai connu la plupart de ses directeurs d'école, d'autant qu'un... certain nombre d'écoles m'avaient viré dans ma jeunesse ! » sourit le maire, avant de décrire : « Dès qu'on nous a donné des outils, que des partenariats se sont mis en place, nous avons foncé. Nous avons été la première ville à mettre en œuvre la veille éducative ». Courcouronnes a ensuite saisi la balle au bond de la réussite éducative : « Car ce dispositif nous offrait un cadre juridique national, un

plan de financement, ainsi qu'une totale latitude locale. Nous disposions enfin des moyens pour adapter une politique nationale à notre territoire, seul moyen de s'en sortir ». Grâce à la réussite éducative, la mairie a appris à mieux connaître les familles et les difficultés des enfants : « si un gamin ne réussit pas en CM1, c'est peut-être parce qu'il ne voit pas bien, que sa famille n'a jamais entendu parler d'un orthophoniste, qu'il ne dort peut-être pas suffisamment à cause de mauvaises conditions de logement, ou qu'il ne mange pas à sa faim... » énumère l'édile, pour qui il importe de peser sur chacun des facteurs soulignés. Au-delà des 155 familles accompagnées chaque année au travers de la réussite éducative, Courcouronnes a aussi mis en place des actions uniques

sur le territoire français. Le Bus des parents se rend ainsi au devant des familles et touchent celles qui fuient l'institution. « Et c'est la deuxième année que nous organisons le « bus-sing » : nous « déménageons » 25 enfants d'un quartier sensible dans une autre école qui, du coup, a ouvert une seconde classe de CM1, atteignant ainsi une mixité sociale de l'ordre de 50 %. Forts de nos expériences, nous nous orientons vers l'élaboration d'un vrai plan éducatif local » se félicite Stéphane Beudet.



Gennevilliers

**Blandine Soulerin,
responsable du PRE**

« La réussite éducative est importante, mais elle est souvent confondue avec la réussite scolaire. Nous nous attachons donc à favoriser aussi le bien-être et l'épanouissement de l'enfant. Nous ciblons ceux pour qui les acteurs socio-éducatifs pensent qu'un coup de pouce maintenant peut faire la différence » explique Blandine Soulerin, responsable du PRE de Gennevilliers. Répéré par un enseignant ou un éducateur de la ville, l'enfant n'entre dans le dispositif que si la famille en est d'accord. La coordinatrice de quartier rencontre alors la famille et dresse avec elle un tableau des besoins de l'enfant, déterminant pour la mise en place de son parcours. « Nous accompagnons tout d'abord l'enfant et sa famille vers les dispositifs de droit commun en santé, loisirs, éducation si, pour une raison

ou pour une autre, ces derniers leur sont inconnus » explique Blandine Soulerin. Il importe en effet de vérifier qu'il n'existe pas de mesures sociales en cours, tout en utilisant les ressources de la ville. Puis, en soutien au droit commun, la ville a également développé des actions innovantes complémentaires. « Nous avons noué une convention avec des orthophonistes libéraux, afin de prendre en charge les premières séances si la famille n'a pas de couverture sociale. Nous avons mis en place un soutien scolaire individualisé, nous travaillons à la remédiation scolaire pour les collégiens, nous utilisons la pédagogie du détour pour réveiller les études et notre adulte-relais, appelé « Relais famille », accompagne physiquement les parents dans leurs démarches d'inscription » énumère la responsable du PRE.

Dernier aspect : le travail sur les pratiques des professionnels, « car la réussite d'un enfant dépend énormément de la façon dont les adultes l'accompagnent ». Le PRE de Gennevilliers propose ainsi, depuis deux ans, des ateliers de sensibilisation aux professionnels en contact avec les familles : « communiquer avec les familles ». L'Acse finance 51 % du programme, dont le budget annuel 2009 s'élevait à 980 000 euros.